

De ma fenêtre

Par Aimé Savard

Devant les révolutions arabes, une Europe de rentiers frileux

Qui se souvient de l'Union pour la Méditerranée ? Et qui en parle depuis le début des révolutions arabes ? Cette organisation intergouvernementale plutôt nébuleuse, fut pourtant lancée en grande pompe à Paris, le 13 juillet 2008, par Nicolas Sarkozy au cours d'un sommet des 44 chefs d'Etat des pays membres. En créant cette nouvelle organisation, le président français entendait d'abord relancer le « Processus de Barcelone » c'est-à-dire le partenariat entre l'Union européenne et les pays du sud et de l'est de la Méditerranée conclu en 1995. Il souhaitait en outre utiliser cette institution pour associer l'Europe à la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien et pour trouver une alternative à l'entrée de la Turquie dans l'U.E à laquelle il est fermement opposé. Fidèle à lui-même, M. Sarkozy se voyait conduire cette instance. Pour mieux contrôler la nouvelle structure, il voulait en réserver l'accès aux seuls pays riverains, en excluant les autres membres de l'Union européenne.

Mais les partenaires européens de la France sont vite venus bouleverser ce projet. Les pays du Nord de l'Europe ont refusé le principe d'un partenariat euro-méditerranéen réservé aux seuls pays riverains. En séparant pays du Nord et du Sud au sein de l'Union européenne, cela n'aurait pu que contribuer à affaiblir celle-ci. Finalement, c'est un projet fortement revu à la baisse qui fut adopté en juillet 2008 à Paris. L'Union pour la Méditerranée comprend les 27 pays de l'U.E plus tous les pays riverains qui n'en sont pas membres. Les grandes ambitions politiques furent abandonnées au profit de projets concrets concernant la dépollution de la Méditerranée, les autoroutes de la mer, les énergies renouvelables, l'accroissement des échanges économiques, etc. Toutes choses utiles certainement, mais dont les objectifs précis sont restés lointains et flous.

L'omission de toute référence à la démocratie et aux droits de l'homme dans la déclaration de 2008 marque un recul par rapport aux objectifs du Processus de Barcelone. Mais, comme le relevait à l'époque Antoine Basbous, spécialiste du monde arabe, « *la principale préoccupation des dirigeants (des pays arabes) n'est pas d'intégrer un club de démocraties méditerranéennes, mais de sanctuariser leurs régimes et de maintenir leurs clans au pouvoir (...) Donner la liberté à leur peuple, instaurer un État de droit ou offrir à leur jeunesse une véritable perspective, cela n'est pas à l'ordre du jour* ».

Rien n'aurait pu mieux illustrer la pertinence de cette analyse que les événements qui se déroulent depuis décembre dans les pays arabes. L'Union pour la Méditerranée a gardé un silence éloquent à ce sujet. Quant à l'Union européenne, elle a fait preuve – de même que chacun de ses Etats membres, - de la plus prudente réserve. Globalement, il semble bien que les citoyens européens éprouvent plutôt de la sympathie pour ces révoltes de peuples qui réclament la démocratie et le respect des droits de l'homme. Les commentaires des grands médias européens en témoignent. Mais au détour d'un article, à l'occasion d'un reportage télévisé et surtout dans les blogs et les commentaires publiés sur Internet – où abondent les relents de racisme et de haine anti-arabe et anti-musulman - on sent vite poindre l'inquiétude. On peut alors distinguer une triple peur : peur de l'islam, peur d'une forte vague d'immigration, peur d'une pénurie de pétrole avec ses conséquences sur notre activité économique.

La peur de l'islam résulte des clichés accumulés sur cette religion et de l'amalgame avec l'islamisme. Loin de moi l'idée de relativiser le danger que représente celui-ci pour les droits de la femme, pour les libertés en général, voire par la violence qu'il peut générer quand il justifie le terrorisme. Mais comme le spécialiste Olivier Roy le soutient depuis une vingtaine d'années, l'islamisme politique est en régression depuis la fin des années 80 – même si les terroristes qui s'en inspirent sont toujours capables de faire de gros dégâts. Il est clair que les jeunes qui se révoltent actuellement dans les pays arabes, n'ont que faire de cette idéologie violente. L'islam est certes leur religion – ou plutôt leur culture car sur un plan strictement religieux, l'islam n'échappe pas à une certaine sécularisation. Mais ils ne se révoltent pas au nom de l'islam. Ils réclament le droit à l'emploi et à une vie décente dans une société libre. Quant aux musulmans fervents, ils ne sont pas tous, loin de là, des fanatiques fondamentalistes. Nombreux sont ceux (notamment parmi les intellectuels) qui entendent montrer que l'islam est compatible avec la modernité. On constate même aujourd'hui dans le monde arabe, un renouveau des courants mystiques - en particulier du soufisme - qui prêchent l'amour et la non-violence.

Une autre peur génère actuellement une vague de populisme à travers l'Europe : celle d'une invasion par les immigrés musulmans. Il est vrai que dès la chute de Ben Ali, on a vu les Tunisiens affluer sur l'île italienne de Lampedusa et de là se diriger vers la France et le reste de l'Europe, en quête d'une vie meilleure. Révolution ou pas, ces jeunes - souvent bardés de diplômes - constatent qu'il n'y a pas de travail pour eux dans leur pays. Ils ne cherchent pas à islamiser l'Europe, mais à fuir la misère. Ils rêvent de vivre comme nous, leurs anciens colonisateurs qui s'approvisionnent en matières premières au sud de la Méditerranée mais ont laissé les familles prédatrices des dirigeants de ces pays s'emparer de leurs richesses nationales. Les reportages de certains médias français sur les pauvres touristes européens obligés d'écourter ou d'annuler leurs vacances en Tunisie ou en Egypte, ou de renoncer au trekking dans le Sahara libyen, montrent en quelle piètre estime nous, Occidentaux, tenons l'économie de ces pays et la vie de leurs habitants. Que ces gens règlent comme ils le veulent leurs problèmes politiques mais qu'ils ne portent pas atteinte à notre droit aux loisirs,

en particulier, aux vacances au soleil !

Les révolutions dans les pays pauvres ne doivent pas mettre en cause notre mode de vie et notre confort. C'est bien là la troisième peur que suscitent en Europe les événements actuels du monde arabe. Et si demain, on allait réduire notre approvisionnement en pétrole et du même coup fragiliser notre économie ! Déjà il nous faut payer plus cher notre carburant. C'est que les marchés sont des anticipateurs. Ils imaginent une prochaine ou future réduction de la fourniture de gaz et de pétrole non encore avérée et, par conséquent, ils stockent, ils font monter les prix. Les spéculateurs se frottent les mains. Il est significatif que les fameuses agences de notation aient réduit la note qu'elles attribuent à la Tunisie dès le lendemain de la chute de Ben Ali. Les Tunisiens seront libres mais auront plus de mal à emprunter sur le marché des capitaux et donc à développer leur économie. Dans les pays pauvres, les marchés préfèrent l'ordre garanti par des dictateurs implacables au risque que font courir la liberté et la démocratie.

Kadhafi qui paraît fou mais qui n'est pas un imbécile, a bien compris les peurs de l'Europe et, plus largement de l'Occident. Il en a joué pour essayer de préserver son pouvoir. Le 23 février, il a annoncé la création – purement imaginaire - d'un émirat d'Al Quaida sur une partie du territoire libyen. Depuis le début de la révolte, il agite le spectre de l'invasion de l'Europe par des hordes d'immigrés faméliques. Il est vrai qu'il avait su passer un accord avec l'Union européenne pour arrêter les malheureux africains qui essayaient de gagner l'Europe à partir des côtes libyennes, puis les parquer dans de sinistres camps de détention. L'Europe le payait pour cela. L'Italie étant le lieu de passage des immigrés arrivés par la Libye et le premier partenaire commercial de ce pays, Berlusconi ne s'y est pas trompé. Il a été le dernier dirigeant européen à défendre son « ami » Kadhafi en s'opposant autant qu'il a pu à ce que des sanctions soient prises contre lui. Il est vrai que les deux hommes se sont rencontrés onze fois depuis 2008, avec force embrassades devant les caméras. L'affligeant chef du gouvernement italien ne s'intéresse pas seulement aux pays arabes pour leurs jeunes et accortes beautés.

Nicolas Sarkozy, soucieux de ne pas renouveler les erreurs commises avec Ben Ali et Moubarak, a été, lui, plus ferme avec Kadhafi en réclamant des sanctions rigoureuses pour le faire partir. Cela à partir du moment où, après avoir fait tirer sur son propre peuple, le dictateur libyen a commencé à perdre le contrôle de son territoire. Mais les médias audiovisuels n'ont pas manqué de rappeler comment Kadhafi avait pu parader de manière indécente dans Paris, pendant une semaine, en 2007, le président de la République ayant cédé à toutes ses exigences. Dans l'espoir de passer avec lui des contrats juteux, notamment pour des ventes d'armes, on avait alors « oublié » que le Raïs libyen avait fait abattre deux avions civils dans le passé. Il faut savoir pardonner n'est-ce pas ? Et comme disait alors Nicolas Sarkozy, « *encourager ceux qui tournent le dos au terrorisme* » et « *ceux qui trouvent le chemin de la respectabilité et de la réintégration dans la communauté internationale* ». Curieusement, la photo de la poignée de main échangée en 2007 entre Kadhafi et le président français a soudain

disparu, le 22 février, du site de l'Elysée.

Décidément les classes dirigeantes européennes, tant politiques qu'économiques, donnent une bien mauvaise image de notre continent, alors que les peuples arabes s'efforcent de se libérer de dictatures prédatrices. Faut-il s'en étonner ? A l'heure de la mondialisation, ces milieux dirigeants qui se posent en « élite », si soucieux d'empêcher les pauvres des pays arabes de nous « envahir », copinent volontiers avec leurs homologues de ces mêmes pays, les « élites » arabes, fussent-elles les cadres de dictatures implacables mais « cultivées ». Khadafi s'est civilisé car « *il lit Montesquieu* », disait, il n'y a pas si longtemps, Patrick Ollier, qui est le ministre français des Relations avec le parlement et le compagnon de Michelle Alliot-Marie. Tous deux risquent de payer cher demain leurs relations privées avec certains membres de l'ex-classe dirigeante nord-africaine. Mais il en est tant d'autres qui trouvent les dictatures aimables lorsqu'elles les accueillent en vacances ou en week-end. Il y en a tant d'autres qui s'opposent à l'arrivée des immigrés arabes, mais pas à l'achat par des capitaux arabes d'immeubles de luxe ou de grands hôtels parisiens

En fait, face aux révolutions menées par la jeunesse du monde arabe, notre vieille Europe a donné au monde l'image d'un continent de vieux rentiers frileux obsédés par la défense de leur privilèges, la peur de devoir partager leurs richesses, la crainte de l'inconnu. Au moment où certains font tant de cas des racines chrétiennes de l'Europe, on peut légitimement se demander si c'est de cette façon que notre continent peut être fidèle à ces racines.

(25 février 2011)